

Brochure n° 3104

Convention collective nationale

IDCC : 176. – **INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE**

ACCORD DU 30 JANVIER 2008
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA À COMPTER DU 1^{ER} FÉVRIER 2008

NOR : *ASET0850338M*

IDCC : 176

Entre :

Les entreprises du médicament (LEEM),

D'une part, et

La fédération chimie-énergie (FCE) CFDT ;

La fédération chimie, mines, textiles, énergie CFTC ;

Le syndicat national professionnel autonome des délégués visiteurs médicaux (SNPADVM) UNSA,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le paragraphe II « Salaires minima professionnels » de l'avenant n° 1 de la convention collective nationale de l'industrie pharmaceutique modifiée est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

II. – Salaires minima professionnels

A compter du 1^{er} février 2008, les salaires minima mensuels pour 151,67 heures sont calculés à partir de la formule suivante : $y = a + bx$.

y : salaire minimum du salarié en fonction de son groupe et de son niveau de classification ;

a : valeur constante, soit 1 292,92 € ;

b : nombre de points définis pour chaque groupe et niveau de classification ;

x : valeur du point, soit 7,1407 €.

Salaires minima pour 151,67 heures au 1^{er} février 2008

(En euros.)

GROUPE	POINT	SALAIRE MINIMUM MENSUEL
1A	3	1 314,34
1B	5	1 328,62
1C/12A	8	1 350,05
2B	12	1 378,61
2C/3A	23	1 457,16
3B	28	1 492,86
3C/4A	46	1 621,39
4B	54	1 678,52
4C/5A	77	1 842,75
5B	88	1 921,30
5C/6A	118	2 135,52
6B	132	2 235,49
6C	169	2 499,70
7A	183	2 599,67
7B	246	3 049,53
8A	260	3 149,50
8B	335	3 685,05
9A	349	3 785,02
9B	438	4 420,55
10	494	4 820,43
11	550	5 220,31

Article 2

Le présent accord entrera en vigueur à l'issue du délai prévu par l'article L. 132-2-2 du code du travail pour l'exercice du droit d'opposition des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche non signataires du présent accord.

Article 3

Dépôt

Conformément aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, le présent accord collectif sera déposé en deux exemplaires à la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Article 4

Extension

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 30 janvier 2008.

(Suivent les signatures.)